

ALLIANCE SANS PROGRÈS

L'« Alliance pour le progrès », née en 1961, prétendait apporter aux peuples d'Amérique la démocratie et le progrès économique. Deux ans après, en novembre 1963, la conférence de Sao Paulo, qui rassemble les ministres économiques des vingt pays d'Amérique latine et Averell Harriman, représentant des U. S. A., est marquée par un concert de critiques contre la politique nord-américaine, et par l'échec des tentatives pour refondre l'Alliance. Les espoirs des latino-américains (c'est-à-dire des représentants des bourgeoisies au pouvoir) ont été, comme le dit le correspondant du « Monde », « plutôt déçus » à cet égard.

Quelles sont les doléances des bourgeoisies sud-américaines contre l'impérialisme yankee ? Le commerce extérieur, dit Goulart, le président du Brésil, est un facteur d'hémorragie, et non un instrument de développement. Alors que les exportations de l'Amérique latine croissent, en volume, de 39 %, les recettes qu'elles procurent n'augmentent que de 12 %. Pour la période de 1951 à 1961, le déficit de la balance commerciale a été de 10 milliards de dollars, les investissements étrangers de 8 milliards seulement. Les capitaux privés fuient devant l'instabilité politique. Les U.S.A. imposent leur loi à chacun des vingt Etats, il n'y a pas de véritable dialogue multilatéral.

A cela, Harriman répond : « C'est de votre faute ». Vous n'avez pas su faire les réformes suffisantes (agraire, fiscales) pour rendre efficace l'« aide » accordée. Quant aux capitaux privés, ils viendront si le secteur privé reçoit des gouvernements « les encouragements dont il a besoin ».

Ce qui ressort de tout cela c'est l'échec de la politique dite d'« Alliance pour le Progrès » à modifier en quoi que ce soit la structure économique fondamentale des pays d'Amérique latine, qui demeurent essentiellement des pays exportateurs de matières premières et de produits alimentaires soumis, comme tels, à l'esclavage économique de l'impérialisme.

La politique de l'« Alliance pour le Progrès » visait, dans le domaine économique,

à reconvertir les formes d'exploitation de l'Amérique latine par l'impérialisme nord-américain. L'« aide », sous forme de capitaux publics, devait accélérer l'industrialisation une part plus grande du marché mondial étant abandonnée aux bourgeoisies nationales et les U.S.A. exportant vers l'Amérique latine certains moyens de production. En fait, cette politique s'est heurtée à des obstacles provenant tant des contradictions internes de l'impérialisme américain que de l'incapacité des bourgeoisies nationales à faire un emploi correct de l'« aide » nord-américaine (de telle sorte que les deux parties peuvent rejeter l'une sur l'autre la responsabilité de l'échec). Cependant que l'« aide » se trouve détournée vers la terre, l'usure, la thésaurisation, ou gaspillée de diverses manières elle contribue à accentuer, dans l'économie des U.S.A., l'inflation, le déficit budgétaire et la hausse des prix. Par ailleurs, de puissants intérêts américains (ceux de compagnies comme la « United Fruit ») s'opposent à la reconversion des formes traditionnelles d'exploitation du continent sud-américain.

La conférence de Sao Paulo marque, avec la faillite de l'« Alliance pour le Progrès », celle de l'aile réformatrice des bourgeoisies nationales, qui s'efforce de neutraliser les masses en s'adaptant, en apparence, à leurs aspirations.

« S'il ne tient pas ses promesses, dit le vice-président du Pérou, le mouvement réformatrice peut entraîner dans les Andes une révolution incontrôlable. »

Ses promesses, la bourgeoisie réformatrice d'Amérique latine ne peut les tenir, et l'impérialisme nord-américain en a parfaitement conscience qui s'appuie de plus en plus, en réalité, sur les dictatures militaires. Comme le dit Fidel, on retire la reconnaissance aux régimes militaires pour quelques jours ou quelques semaines, puis on saisit le prétexte d'une promesse d'élections pour l'accorder de nouveau.

La chose a d'ailleurs été avouée par le secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires inter-américaines, puis par un porte-parole du Département d'Etat, dont les déclarations furent approuvées, le 9 octobre, par John Kennedy. Ainsi, la dictature militaire devient la forme normale de gouvernement assurant la domination de l'impérialisme américain. Les intermédiaires démocratiques ne sont destinés qu'à calmer les masses en attendant un nouveau coup d'Etat militaire. (A St-Domingue, l'intermédiaire du régime Bosch n'aura duré que huit mois.)

L'« Alliance pour le Progrès » n'a apporté aux masses d'Amérique latine que le « progrès » de la dictature militaire et l'accroissement de leur misère. Le regard de ces masses ne peut se porter vers Cuba qui, seule, malgré le blocus impérialiste, développe son industrie, a liquidé l'alphabétisme, résolu le problème de la terre et où personne ne connaît plus la faim.

La faillite économique de l'« Alliance pour le Progrès » constatée à la conférence de Sao Paulo, l'approfondissement des contradictions entre l'impérialisme nord-américain et les bourgeoisies d'Amérique latine, la succession des coups d'Etat militaires, l'extension de la guerrilla paysanne, la situation insurrectionnelle au Venezuela, tout cela confirme les conclusions de Castro :

« Cette crise est insurmontable. Rien ni personne ne pourra l'empêcher de déboucher sur d'authentiques révolutions sociales, selon les voies que détermineront les conditions concrètes de chaque pays. »

S. Weinstock.

■ VENEZUELA

Les élections présidentielles au Venezuela sont un échec pour le F.A.L.N. qui appelait à l'abstention (5 %). Les partis bourgeois, tels que l'A.D. (parti de Bétancourt) et celui de l'ancien dictateur Jimenez ont vu leur influence diminuer, mais jamais au profit de l'opposition de gauche.

Le F.A.L.N., expression militaire du M.I.R. et du P.C.V. est entré dans la lutte en 1962 après de grandes grèves ouvrières. Son recrutement se fait essentiellement dans les villes (ouvriers, intellectuels, étudiants).

Ainsi, dans la capitale à Caracas les abstentions atteignent 70 %

Cependant l'industrie du pétrole, la plus importante du pays, n'emploie que 30.000 personnes et la majorité de la population est constituée par des ouvriers agricoles.

L'échec du F.A.L.N. n'est pas fortuit. La politique qu'il développe est essentiellement démocratique :

— Formation d'un gouvernement civil et militaire d'unité nationale avec la participation de tous les partis.

— Le respect des propriétés des grands commerçants, industriels et agriculteurs non complices des crimes de Bétancourt.

Ce genre de déclarations rappellent trop celles de Bétancourt lorsqu'il a saboté la réforme agraire.

La direction du F.A.L.N. n'arrive pas à donner à son programme un contenu révolutionnaire. Elle cherche à s'allier les « bons Vénézuéliens » et en particulier les « bons militaires » et ainsi perd ses chances de mobiliser la masse paysanne.

Il ne suffit malheureusement pas de rejeter les schémas stalinien des voies pacifiques et transformer en schéma la voie castriste pour prendre le pouvoir. Castro a pu se contenter d'un simple appel à la démocratie et d'une promesse de réforme agraire pour entraîner la paysannerie contre Batista. C'est que celui-ci faisait peser une dictature sanguinaire sur l'île. Le régime Bétancourt s'est, certes, limité à des réformes très superficielles, mais il a su pour l'essentiel maintenir les formes d'une démocratie bourgeoise. Espérons que les révolutionnaires vénézuéliens sauront, après cette expérience, trouver les voies politiques et tactiques de la prise du pouvoir.

APRÈS KENNEDY

L'assassinat de Kennedy a comme conséquence un coup de projecteur sur les arrières-plan de la façade démocratique des U.S.A. Le geste d'Oswald ou au moins celui qui lui est attribué ne peut se comprendre si l'on fait abstraction du climat du Sud. Des centaines de milliers de Blancs sont littéralement possédés par une fureur anti-communiste, anti-noire, anti-castriste dont sont nés et que développent le Mac-Cartysme, la John Birch Society, etc.

Mais, plus généralement, c'est tout un climat de violence qui est révélé au monde entier, violence qui réapparaît aux U.S.A. à chaque conflit social un peu sérieux.

Et c'est ce qui soulève l'émotion qui s'est manifestée, et pas de façon feinte, dans le monde capitaliste, ce monde dit « libre », et dont le témoignage le plus manifeste a été ce déplacement massif de personnalités, à commencer par de Gaulle ?

Dans le monde actuel, la liquidation des chefs d'Etat ou de gouvernement n'est pas chose si rare : Lumumba, Olympio, en Afrique ; Trujillo en Amérique latine ; Kassem, Diem, en Asie. Déjà les attentats contre de Gaulle paralysaient inquiétants pour les bourgeois, ils s'expliquaient cependant dans une certaine mesure par la guerre d'Algérie et ses séquelles. Mais, pour le monde capitaliste, il ne venait pas à l'esprit que pareille chose pouvait se passer aux Etats-Unis, dans la citadelle de l'impérialisme, dans le bastion du « monde libre », celui-ci pouvait bien exporter ce genre de méthodes dans le sud-est asiatique ou ailleurs, mais pas les utiliser à usage intérieur. L'émotion des dirigeants capitalistes dans le monde, c'est précisément que, devant les grandes masses, le prestige des Etats-Unis a reçu un coup sérieux, que ce « foyer de la démocratie » s'avère sur le plan politique le domaine du gangstérisme.

Car, qui peut empêcher que l'on se pose la question suivante : ce qu'a fait avec cynisme la police de Dallas au vu du monde entier, la police de Akron, New-York ou Detroit ne le fait-elle pas avec plus d'habileté, lorsqu'il s'agit de Noirs, de communistes ou, plus simplement, d'empêcheurs de tourner en rond ?

Mais la disparition de Kennedy peut-elle changer la politique de l'impérialisme américain ? En d'autres termes, est-ce que cette manifestation soudaine d'antagonismes profonds, de contradictions internes aux U.S.A. peut introduire au niveau de la machine administrative un revirement à droite ? (par rapport au pseudo-libéralisme de Kennedy).

Nul ne peut nier que chaque président donne un certain style à la politique intérieure et extérieure qu'il mène, et nul ne peut également nier que, de nouvelles élections présidentielles devant se tenir dans neuf mois, la campagne électorale se présentera dans des conditions nouvelles qui exerceront une certaine influence sur l'action du nouveau président. Ceci dit, il ne faut pas s'attendre à des modifications vraiment considérables par rapport à la politique de Kennedy. Les grands problèmes de la politique internationale, les grands problèmes financiers et économiques ne sont pas réglés à la légère, par un seul homme ou des gens irresponsables sur le plan capitaliste.

Il y a des faits qui, d'autre part, trompent peu, c'est l'évolution de la Bourse : celle de Wall Street et des pays occidentaux, après l'annonce de la mort de Kennedy. Les titres de « La Vie Française » hebdomadaire financier sont révélateurs : « Wall Street joue Johnson », « Le dollar tient bon ».

On lit dans un de ces articles : « Frappées par la manière avec laquelle l'exercice du pouvoir politique se poursuivait aux U.S.A., pratiquement sans aucune interruption, les marchés financiers continuent, loin de s'affoler, n'ont baissé lundi que très modérément ». Et la légère chute s'est vite comblée (on parle même de reprise spectaculaire vu les circonstances) du cours de Wall Street permet de saisir en profondeur la manière dont les capitalistes américains comprennent le rôle d'un président.

Et que veut Johnson ?

Il a été élu avec Kennedy. C'était de la part de celui-ci un « compromis » pour avoir les voix du Sud. Maintenant que ce représentant « sudiste » est au pouvoir, il s'agit pour lui :

1. de prouver que les « Sudistes » après avoir été absents de la Maison Blanche pour un siècle, sont capables de s'occuper habilement des intérêts généraux de la classe capitaliste ;

2. de mettre le parti Démocrate en position de gagner les prochaines élections malgré la mort de Kennedy et de gagner pour lui la nomination pour la présidence à la prochaine convention du Parti démocrate.

Comme Truman le fit avant lui.

Cependant, Kennedy mort, le mythe de la défense des Noirs par les démocrates risque de s'estomper.

Ce peut être à la fois pour les Noirs et les forces réactionnaires un motif nouveau de cristallisation. L'enjeu est d'importance, car au-delà des tensions immédiates, c'est l'équilibre politique des U.S.A. qui est en cause.

Un parti noir est en cours de constitution. Que la politisation s'élève chez les Noirs, qu'ils abandonnent les bourgeois de toutes couleurs du N.A.A.C.P. et autres, et c'est la fin de la majorité démocrate, qui se verra dès lors écartée entre sa clientèle sudiste et ses appuis syndicaux. A terme c'est toute la restructuration des forces politiques organisées qui va découler des contradictions éclairées d'un jour cru par les circonstances de l'assassinat de Kennedy. Johnson et celui qui sera élu l'an prochain peineront, sans doute en vain.

■ La Martinique aux Martiniquais !

La Martinique comme la Guadeloupe ou la Réunion est un « département français » dont on ne parle pas beaucoup. A des milliers de kilomètres de la France, ce « département » a un statut très spécial qui ressort tout simplement du colonialisme. La Martinique, juridiquement « département », n'est, comme l'était hier l'Algérie, qu'une des dernières colonies de la bourgeoisie française.

Aujourd'hui, si elle a droit à de longues colonnes de journaux sur sa situation particulière qui l'arrache à l'oubli intéressé de la presse bourgeoise, elle ne doit cet honneur qu'à son courage de 18 de ses enfants.

Ils sont 18 jeunes Martiniquais à Paris dont la justice française, depuis huit jours, prétend faire le procès. En fait, ils sont loin d'être un si petit nombre car tout leur peuple est derrière eux et c'est le procès du colonialisme qui, une fois de plus, va être dressé. La Martinique n'est qu'une chasse gardée d'une poignée de gros propriétaires liés aux compagnies maritimes. Une douzaine de familles de « békés » possèdent 78 % des terres et l'ensemble de l'économie est tenue étroitement par les grosses compagnies. Le niveau de vie y est dix fois moindre que celui de la France. Pour cacher cette réalité, la bourgeoisie française, comme toujours, recourt à l'étouffement de l'opposition. Truquages électoraux, brimades administratives et, enfin, comme à Fort-de-France, en décembre 1959, ou au Lamentin, lors de la grève générale des ouvriers agricoles en mars 1961, on fait intervenir les armes automatiques dans la répression, bilan : plusieurs morts, des dizaines de blessés. C'est pour s'être élevés contre ces conditions faites au peuple martiniquais que Armougon, Florent Pied, et leurs camarades de l'Organisation de la Jeunesse Anticoloniale de la Martinique (O.J.A.M.) sont poursuivis.

L'accusation, selon le procureur, ne repose pas sur ce qu'ils pensaient ni sur ce qu'ils pensent. Ils sont libres de penser ce qu'ils veulent mais attention, qu'ils en restent là ! Et ce procureur ajoute très naturellement « ... ces jeunes gens, de toute évidence, sont honnêtes... mais il faut les condamner ». On les accuse donc d'avoir agi en conformité avec leurs pensées. Qu'ont-ils fait ?

Essentiellement ce qui s'imposait pour parvenir justement à transformer ce statut colonial qui est maintenu par les méthodes classiques de la répression et contre lesquelles les « phrases » ne peuvent aboutir.

LES PAYSANS PERUVIENS

Des paysans de la Communauté de Ongoy, une ville de 12.000 habitants, qui avaient pris et occupé les terres collectives, indûment accaparées par les propriétaires fonciers, furent attaqués le 24 octobre par des bandes armées, protégées par la police.

D'après nos informations, 30 hommes, femmes et enfants furent tués lors de cette attaque.

La presse de Lima accusa les « trotskystes » d'être à la direction du mouvement paysan.

Deux des dirigeants, Maximo Molina, chef de la Communauté, et Antonio Cartolin, président de la Fédération paysanne de Ayacucho, furent emmenés à Arequipa devant le Tribunal militaire.

Le mouvement trotskyste péruvien essaie d'organiser un courant de protestation chez les organisations étudiantes et les syndicats. Un meeting de masse à Lima exigea qu'on relâche les prisonniers et qu'on punisse les bandes qui avaient attaqué les paysans.

Pour la solidarité avec Hugo Blanco, Maximo Molina et Antonio Cartolin, souscrivez pour leur défense et leur libération. Envoyez les fonds à :

Señor ANGEL GALLARDO, Calle Chiclayo 121
Chosica, Lima (Pérou)